

Vu l'urgence;

Considérant que l'organisation des contrôles visés au présent arrêté doit être maintenue et qu'une augmentation rapide des tarifs y afférents est indispensable pour garantir aux organismes chargés de ces contrôles une rentabilité suffisante, sans laquelle ils ne seraient plus en mesure de continuer leurs missions,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 25 mars 1986 fixant les conditions de qualité auxquelles doivent répondre les véhicules affectés aux services occasionnels de transports rémunérés de personnes, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le taux de redevances à percevoir par les organismes agréés pour l'inspection automobile, est établi comme suit :

1^o Contrôle complet en vue de vérifier s'il est satisfait aux conditions de qualité : 850 F.

2^o Suppléments : le montant visé sous 1^o est augmenté de :

a) 850 F pour le premier contrôle complet;

b) 150 F dans le cas d'un contrôle périodique, lorsque l'entrepreneur de transports n'a pas présenté son véhicule à la station d'inspection dans les trente jours précédant le dernier jour de la validité du rapport ou, au plus tard, ce jour.

3^o Contrôle complémentaire dans les cas où le véhicule n'était pas en règle lors d'un contrôle précédent pour :

a) une raison de caractère administratif : 200 F;

b) une autre raison : 300 F. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Bruxelles, le 12 décembre 1991.

J.-L. DEHAENE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de organisatie van de controles bedoeld in dit besluit dienen gehandhaafd te blijven en dat een snelle verhoging van de ervoor aangenomen tarieven onontbeerlijk is om de instellingen belast met deze controles een voldoende rentabiliteit te waarborgen, zonder dewelke zij niet meer in staat zouden zijn hun opdrachten verder te zetten,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8, § 1, van het ministerieel besluit van 25 maart 1986 tot vaststelling van de voorwaarden inzake kwaliteit waaraan de voertuigen gebruikt voor ongeregeld bezoldigd vervoer van personen moeten voldoen, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Het bedrag van de vergoedingen te innen door de voor auto-mobieliinspectie erkende instellingen wordt als volgt vastgesteld :

1^o Volledig nazicht om na te gaan of aan de kwaliteitsvoorwaarden is voldaan : 850 F.

2^o Toeslagen : het onder 1^o vermelde bedrag wordt verhoogd met :

a) 850 F voor een eerste volledig nazicht;

b) 150 F bij een periodieke controle wanneer de vervoerondernemer zijn voertuig niet in het inspectiestation heeft aangeboden binnen dertig dagen voor de laatste dag dat het verslag geldig is of, uiterlijk op die dag zelf.

3^o Aanvullend nazicht nadat het voertuig bij een vorig nazicht niet in orde werd bevonden :

a) voor een reden van administratieve aard : 200 F;

b) voor een andere reden : 300 F. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 12 december 1991.

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 91 — 3827

2 DECEMBRE 1991

Arrêté royal relatif aux prestations volontaires d'encadrement

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 31, §§ 1^{er}, 2 et 6;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1987 portant exécution de l'article 63, § 4 de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, en ce qui concerne les officiers de réserve visés à l'article 63, § 2 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1988;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve, notamment les articles 31 à 53, modifiés par les arrêtés royaux du 12 avril 1988 et du 30 avril 1991;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — De l'admission

Article 1^{er}. Peuvent être admis à effectuer, dans les forces armées, les prestations visées à l'article 31, § 1^{er} de la loi du 21 décembre 1990 :

1^o les sous-lieutenants militaires, à l'issue de leur terme de service;

2^o les sergents militaires, à l'issue de leur terme de service;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 91 — 3827

2 DECEMBER 1991

Koninklijk besluit betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 31, §§ 1, 2 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1987 tot uitvoering van artikel 63, § 4 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en van de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, voor de reserveofficieren bedoeld in artikel 63, § 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren, inzonderheid op de artikelen 31 tot 53, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1988 en 30 april 1991;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — De toelating

Artikel 1. Toestemming tot het bij de krijgsmacht verrichten van prestaties als bedoeld in artikel 31, § 1, van de wet van 21 december 1990 kunnen krijgen :

1^o de dienstplichtige onderluitenanten, op het einde van hun dienststermijn;

2^o de dienstplichtige sergeanten, op het einde van hun dienststermijn;

3^o les miliciens qui ne deviennent pas officier ou sous-officier de réserve, à la fin de leur terme de service.

Art. 2. Peuvent être admis, dans des circonstances exceptionnelles, à effectuer dans les forces armées les prestations visées à l'article 31, § 2 de la loi du 21 décembre 1990, les officiers de carrière et de complément ainsi que les sous-officiers de carrière et de complément qui sont mis à la pension lorsqu'ils atteignent la limite d'âge.

Art. 3. § 1^{er}. L'engagement porte sur une période de un an.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le milicien qui est appelé à recevoir la formation de para-commando souscrit un engagement pour effectuer des prestations volontaires à la fin de son terme de service portant à quinze mois sa période de service actif, y compris le terme de service comme milicien.

A la demande de ce milicien et à la condition que les besoins d'encadrement le permettent, son engagement peut être transformé en un engagement pour une période d'un an.

§ 3. A la demande de l'intéressé, trois rengagements annuels successifs peuvent être accordés, en fonction des besoins des forces ou du service médical.

L'année de l'engagement initial, visée au § 1^{er} et au § 2, alinéa 2, ainsi que les années pour lesquelles un rengagement a été accordé, doivent former une période ininterrompue.

Les prolongations par rengagements visées à l'alinéa 1^{er} ne permettent pas à un officier ou à un sous-officier issu du cadre actif de servir au delà de la limite d'âge prévue pour les officiers ou les sous-officiers de réserve, du grade dont il est revêtu, selon le cas.

Art. 4. Les officiers et sous-officiers de carrière et de complément qui désirent effectuer des prestations volontaires d'encadrement introduisent simultanément leur candidature et une demande d'admission dans le cadre de réserve.

L'agrément de leur candidature est subordonné à leur admission dans le cadre de réserve.

Art. 5. § 1^{er}. Les officiers et sous-officiers de carrière et de complément doivent introduire leur demande initiale au plus tard le 1^{er} octobre de l'année qui précède leur mise à la pension, pour autant que celle-ci intervienne dans le deuxième semestre de l'année.

Les officiers et sous-officiers dont la mise à la pension est prévue au cours du premier semestre doivent introduire leur demande initiale au plus tard le 1^{er} octobre de l'avant-dernière année qui précède leur mise à la pension.

Ces dispositions sont également applicables pour l'introduction des demandes de rengagement au terme de l'engagement en cours.

§ 2. Les candidatures des officiers et sous-officiers de carrière et de complément mis à la pension au cours du deuxième semestre de l'année qui suit la demande, ainsi que celles des officiers et sous-officiers mis à la pension au cours du premier semestre de la seconde année, font l'objet d'une même procédure de sélection conformément au chapitre II en vue de pourvoir au nombre de places ouvertes en application de l'article 7.

Art. 6. § 1^{er}. Les miliciens qui ne sont pas visés à l'article 3, § 2 introduisent leur demande d'engagement au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui précède le mois où expire le service actif ou la prestation en cours.

La demande des candidats officiers et sous-officiers de réserve ne peut être admise que si le candidat a été commissionné au grade d'adjudant, de sergent ou à un grade équivalent, selon le cas.

Les candidats officiers ou sous-officiers de réserve sont admis sous condition de nomination au grade de sous-lieutenant, de sergent ou à un grade équivalent, selon le cas.

§ 2. Les miliciens visés à l'article 3, § 2, introduisent leur demande d'engagement au moment où ils se portent volontaires au centre de recrutement et de sélection pour suivre la formation de para-commando.

Les intéressés seront admis à la condition qu'au cours de leur temps de service, ils aient réussi cette formation.

3^o de dienstplichtigen die geen reserveofficier of onderofficier worden, op het einde van hun diensttermijn.

Art. 2. De beroeps- en aanvullingsofficiers alsook de beroeps- en aanvullingsonderofficiers die bij het bereiken van de leeftijdsgrens gepensioneerd worden, kunnen in uitzonderlijke omstandigheden toegelaten worden tot het bij de krijgsmacht verrichten van prestaties als bedoeld in artikel 31, § 2, van de wet van 21 december 1990.

Art. 3. § 1. De dienstneming wordt voor één jaar aangegaan.

§ 2. In afwijking van § 1 gaat de dienstplichtige die de vorming van para-commando moet krijgen, een dienstneming aan waardoor hij na zijn diensttermijn vrijwillige prestaties zal volbrengen die zijn werkelijke dienstperiode, inbegrepen zijn diensttermijn als dienstplichtige, op vijftien maanden brengt.

Op aanvraag van die dienstplichtige en op voorwaarde dat de kaderbehoefte het toelaten, kan zijn dienstneming omgezet worden in een dienstneming voor een periode van één jaar.

§ 3. Op aanvraag van de belanghebbende kunnen, naargelang van de behoeften van de krijgsmacht delen of van de medische dienst, drie opeenvolgende jaarlijkse wederdienstnemingen worden toegestaan.

Het jaar van de dienstneming, bedoeld in § 1 en § 2, tweede lid alsook de jaren waarvoor een wederdienstneming is toegestaan, dienen een onafgebroken periode te vormen.

De verlengingen door in het eerste lid bedoelde wederdienstnemingen mogen niet tot gevolg hebben dat een officier of een onderofficier afkomstig uit het actief kader blijft dienen na het bereiken van de leeftijdsgrens die is bepaald voor de reserveofficiers of de reserveonderofficiers, naargelang van het geval, met dezelfde graad als hij.

Art. 4. De beroeps- en aanvullingsofficiers en -onderofficiers die vrijwillige encadreringsprestaties wensen te verrichten dienen gelijktijdig hun kandidatuur in en een aanvraag om te worden opgenomen in het reservekader.

De goedkeuring van hun kandidatuur is ondergeschikt aan hun opname in het reservekader.

Art. 5. § 1. De beroeps- en aanvullingsofficiers en -onderofficiers moeten hun eerste aanvraag indienens uiterlijk op 1 oktober van het jaar dat hun oppensioenstelling voorafgaat, voor zover deze tijdens het tweede semester van het jaar valt.

De officieren en onderofficiers wier oppensioenstelling voorzien is tijdens het eerste semester moeten hun aanvraag indienen uiterlijk op 1 oktober van het voorlaatste jaar dat hun oppensioenstelling voorafgaat.

Deze bepalingen zijn eveneens toepasselijk voor het indienen van de aanvragen voor wederdienstneming op het einde van de lopende dienstneming.

§ 2. Voor de aanvragen van de beroeps- en aanvullingsofficiers en -onderofficiers die op pensioen gesteld worden tijdens het tweede semester van het jaar dat volgt op de aanvraag, evenals van de officieren en onderofficiers die op pensioen gesteld worden tijdens het eerste semester van het tweede jaar, wordt dezelfde selectieprocedure gevolgd overeenkomstig hoofdstuk II, om te voorzien in het aantal plaatsen die vacant zijn verklaard met toepassing van artikel 7.

Art. 6. § 1. De dienstplichtigen die niet bedoeld zijn in artikel 3, § 2 dienen hun aanvraag tot dienstneming in, uiterlijk de laatste dag van de vierde maand vóór die waarin de actieve dienst of de lopende prestatie eindigt.

De aanvraag van de kandidaat-reserveofficiers en -reserveonderofficiers is slechts ontvankelijk indien de kandidaat aangesteld is in de graad van adjudant, van sergeant of in een gelijkwaardige graad, naargelang van het geval.

De kandidaat-reserveofficiers of -reserveonderofficiers worden toegelaten op voorwaarde dat zij benoemd worden in de graad van onderluitenant, sergeant of in een gelijkwaardige graad, naargelang van het geval.

§ 2. De dienstplichtigen bedoeld in artikel 3, § 2, dienen hun aanvraag tot dienstneming in op het tijdstip waarop zij zich in het centrum voor recrutering en selectie aanbieden om de vorming van para-commando te volgen.

De belanghebbenden worden toegelaten op voorwaarde dat ze tijdens hun diensttijd geslaagd zijn voor deze vorming.

Ils introduisent leur demande de transformation de leur engagement visé à l'article 3, § 2 au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui précède le mois où expire la prestation en cours.

§ 3. Les demandes de rengagement sont introduites au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui précède celui au cours duquel la prestation en cours vient à expiration.

Art. 7. Le nombre des places ouvertes pour les miliciens visés à l'article 3, § 2 correspond aux besoins d'encadrement des unités para-commando.

Le Ministre de la Défense nationale ouvre annuellement, avant le 15 octobre et par catégorie de personnel, le nombre des places qui, au cours d'une période de douze mois à partir du 1^{er} juillet de l'année suivante, pourront être occupées par les miliciens qui ne sont pas visés à l'article 3, § 2.

Si le Ministre de la Défense nationale prévoit que des besoins d'encadrement qui ne peuvent pas être couverts par les procédures de recrutement planifiées surviendront dans la période de douze mois à partir du 1^{er} juillet de l'année suivante, il ouvre, sur la proposition motivée du chef de l'état-major général, avant le 15 octobre et par catégorie de personnel, le nombre des places correspondant pour les officiers et sous-officiers visés à l'article 2.

Art. 8. Le Ministre de la Défense nationale peut, sur la proposition motivée du chef de l'état-major général, déroger à l'article 7 afin de compenser les départs imprévisibles qui dépasseraient les estimations établies.

Art. 9. Le chef de l'état-major général répartit entre les différentes forces armées et le service médical les places visées à l'article 7, alinéas 2 et 3, et à l'article 8 pour les militaires admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement.

Cette répartition se fait annuellement pour les officiers et sous-officiers de carrière et de complément; elle a lieu trimestriellement pour les miliciens.

CHAPITRE II. — De la sélection

Art. 10. L'affectation d'un milicien comme para-commando entraîne de plein droit son agrément pour les prestations volontaires d'encadrement visées à l'article 3, § 2.

Art. 11. Pour chaque candidat sous ses ordres qui demande à effectuer des prestations volontaires d'encadrement, qui ne sont pas visées à l'article 3, § 2, le chef de corps ou l'autorité militaire qui en exerce les attributions établit une note de personnalité.

Il émet un avis motivé sur la valeur du candidat et le propose favorablement ou défavorablement pour une prestation volontaire d'encadrement d'une période d'un an.

La note de personnalité et les avis sont portés à la connaissance du candidat, qui peut y joindre un mémoire.

Les rengagements ultérieurs font l'objet de la même procédure.

Art. 12. Les demandes sont transmises par la voie des supérieurs hiérarchiques au chef d'état-major de la force ou du service médical.

Sous réserve du droit d'appréciation appartenant au chef d'état-major de la force ou du service médical, le nombre d'échelons intermédiaires appelés à émettre un avis sur la candidature est limité à deux si l'intéressé n'est pas officier supérieur.

Dans le cas où l'avis de l'échelon hiérarchique supérieur contient, pour le candidat, une appréciation moins favorable que l'avis précédent, l'article 11, alinéa 3, est d'application.

Art. 13. Il est constitué annuellement pour les officiers et sous-officiers de carrière et de complément et trimestriellement pour les miliciens un comité par force et pour le service médical, chargé de l'examen des candidatures.

Ce comité est chargé d'établir un classement des candidats sur la base de leur dossier personnel ou de leur dossier administratif selon le cas.

Art. 14. Le comité de sélection est composé :

1^o du chef d'état-major de la force ou du service médical, ou de l'officier général ou supérieur qu'il désigne;

2^o de deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force ou du service médical;

3^o d'un officier secrétaire appartenant à l'état-major de la force ou du service médical.

Zij dienen hun aanvraag in tot omzetting van hun dienstneming bedoeld in artikel 3, § 2, uiterlijk de laatste dag van de vierde maand vóór die waarin de lopende prestatie eindigt.

§ 3. De aanvragen tot wederdienstneming worden ingediend uiterlijk de laatste dag van de vierde maand vóór die waarin de lopende prestatie eindigt.

Art. 7. Het aantal vacant verklaarde plaatsen voor de dienstplichtigen bedoeld in artikel 3, § 2 stemt overeen met de kaderbehoeften van de para-commando eenheden.

De Minister van Landsverdediging verklaart jaarlijks, vóór 15 oktober en per personeelscategorie, het aantal plaatsen vacant die tijdens de periode van twaalf maanden te rekenen vanaf 1 juli van het volgend jaar kunnen ingenomen worden door de dienstplichtigen die niet bedoeld zijn in artikel 3, § 2.

Indien de Minister van Landsverdediging voorziet dat er tijdens de periode van twaalf maanden te rekenen vanaf 1 juli van het volgend jaar kaderbehoeften zullen ontstaan die niet door de geplande recruiteringsprocedures kunnen gedekt worden, verklaart hij, op het gemotiveerde voorstel van de chef van de generale staf, vóór 15 oktober en per personeelscategorie, het overeenstemmend aantal plaatsen vacant voor de officieren en onderofficieren bedoeld in artikel 2.

Art. 8. De Minister van Landsverdediging kan, op het gemotiveerde voorstel van de chef van de generale staf, van artikel 7 afwijken om de niet voorziene dienstverlatingen die de schattingen overtreffen, te compenseren.

Art. 9. De chef van de generale staf verdeelt over de verschillende krijgsmachtdelen en de medische dienst de plaatsen bedoeld in artikel 7, tweede en derde lid, en artikel 8 voor de militairen die toegelaten zijn tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties.

Die verdeling geschiedt jaarlijks voor de beroeps- en aanvullings-officieren en -onderofficieren; zij heeft plaats om de drie maanden voor de dienstplichtigen.

HOOFDSTUK II. — De selectie

Art. 10. De aanwijzing van een dienstplichtige als para-commando heeft van rechtswege zijn aanvaarding voor de vrijwillige encadreringsprestaties bedoeld in artikel 3, § 2 voor gevolg.

Art. 11. Voor elke kandidaat onder zijn bevel die een aanvraag indient om vrijwillige encadreringsprestaties, niet bedoeld in artikel 3, § 2, te verrichten, stelt de korpscommandant of de militaire overheid die er de bevoegdheden van uitoefent een persoonlijkheidsnota op.

Hij geeft een gemotiveerd advies over de waarde van de kandidaat en draagt hem gunstig of ongunstig voor, voor een vrijwillige encadreringsprestatie voor de duur van één jaar.

De persoonlijkheidsnota en de adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

De latere wederdienstnemingen maken het voorwerp uit van dezelfde procedure.

Art. 12. De aanvragen worden doorgezonden langs de hiërarchische oversten aan de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst.

Onder voorbehoud van het beoordelingsrecht dat behoort aan de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst wordt het aantal hiërarchische echelons dat een advies uitbrengt over de kandidatuur beperkt tot twee indien belanghebbende geen hoofdofficier is.

In het geval een advies van het hogere hiërarchisch echelon voor de kandidaat een beoordeling inhoudt die ongunstiger is dan het voorgaande advies is artikel 11, derde lid van toepassing.

Art. 13. Jaarlijks voor de beroeps- en de aanvullingsofficieren en -onderofficieren en elk trimester voor de dienstplichtigen wordt per krijgsmachtdeel en voor de medische dienst een comité samengesteld dat belast is met het onderzoek van de kandidaturen.

Dit comité is belast met het opstellen van een rangschikking van de kandidaten op basis van hun persoonlijk dossier of van hun administratief dossier, naargelang het geval.

Art. 14. Het selectiecomité bestaat uit :

1^o de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst, of de opper- of hoofdofficier die hij aanwijst;

2^o twee officieren die aangewezen worden door de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst;

3^o een officier-secretaris behorend tot de staf van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst.

Seuls les membres du comité revêtus d'un grade supérieur ou, à tout le moins, d'une ancienneté supérieure par rapport aux candidats examinés, ont voix délibérative.

L'officier secrétaire n'a pas de voix délibérative.

Les conclusions du comité sont soumises pour décision au Ministre de la Défense nationale par la voie du chef de l'état-major général.

La liste des militaires qui sont autorisés à effectuer des prestations volontaires d'encadrement est publiée par la voie du bulletin du personnel.

Art. 15. Le comité de sélection se réunit en temps utile pour que des prestations volontaires puissent être effectuées dès le début du premier trimestre qui suit la date de clôture des demandes.

Art. 16. La décision du Ministre de la Défense nationale de refuser l'engagement ou le rengagement à la suite de l'examen de la candidature par le comité de sélection, est notifiée au candidat dans les trente jours qui suivent la réunion du comité.

CHAPITRE III. — *Du grade*

Art. 17. Les modalités de retrait du grade pour les militaires visés au présent arrêté sont celles applicables aux militaires de carrière.

CHAPITRE IV. — *De la position*

Art. 18. Le Ministre de la Défense nationale réforme le militaire admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme ou de la commission d'appel, est définitivement inapte au service.

Art. 19. L'officier ou le sous-officier de carrière ou de complément qui est admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement ne peut prétendre au congé de fin de carrière.

Toutefois, les officiers et les sous-officiers de réserve issus des militaires de carrière ou de complément peuvent bénéficier, en fin de prestations volontaires d'encadrement, du congé visé à l'alinéa 1^{er} dans les mêmes conditions que les officiers et les sous-officiers de carrière ou de complément.

Les dispositions de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas aux officiers et sous-officiers de réserve auxquels s'appliquent les articles 18, 20 et 21 ou qui cessent d'appartenir au cadre de réserve en vertu de l'article 87, 1^{er} de la loi du 1^{er} mars 1958 ou de l'article 39, 1^{er} de la loi du 18 février 1987, selon le cas.

Art. 20. § 1^{er}. Il peut être mis fin aux prestations volontaires d'encadrement à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, si la conduite ou la manière de servir du militaire ne donne pas satisfaction.

Ce préavis prend cours à l'expiration du mois durant lequel la décision est notifiée à l'intéressé.

§ 2. La mesure est prononcée par le Ministre de la Défense nationale, sur la proposition ou après consultation des chefs hiérarchiques.

Les avis de ces derniers sont visés par l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire.

Art. 21. A la demande du militaire intéressé, le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement ou le rengagement en cours, moyennant un préavis de trois mois prenant cours à l'expiration du mois durant lequel l'intéressé a introduit sa demande.

CHAPITRE V. — *De l'avancement*

Art. 22. A l'issue des prestations volontaires d'encadrement, le militaire reprend ses droits à l'avancement dans le cadre de réserve pour autant qu'il n'ait pas atteint, à ce moment, la limite d'âge fixée pour les militaires de sa catégorie de personnel dans ce cadre.

Art. 23. Les prestations volontaires d'encadrement sont prises en compte pour l'avancement dans le cadre de réserve.

Alleen de leden van het comité die een hogere graad of op zijn minst een hogere anciënniteit hebben dan de onderzochte kandidaten, zijn stemgerechtigd.

De officier-secretaaris beschikt niet over een beraadslagende stem.

De besluiten van het comité worden door toedoen van de chef van de generale staf ter beslissing voorgelegd aan de Minister van Landsverdediging.

De lijst van de militairen die toegelaten worden tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties wordt in het bulletin van het personeel gepubliceerd.

Art. 15. Het selectiecomité komt te zijner tijd bijeen zodat vrijwillige prestaties kunnen worden verricht vanaf het begin van het eerste trimester dat volgt op de sluitingsdatum van de aanvragen.

Art. 16. De beslissing van de Minister van Landsverdediging om, na onderzoek van de kandidatuur door het selectiecomité, de dienstneming of de wederdienstneming te weigeren wordt binnen dertig dagen na de bijeenkomst van het comité ter kennis gebracht van de kandidaat.

HOOFDSTUK III. — *De graad*

Art. 17. De nadere regels voor de ontneming van de graad voor de in dit besluit bedoelde militairen zijn die welke toepasselijk zijn op de beroepsmilitairen.

HOOFDSTUK IV. — *De stand*

Art. 18. De militair aan wie het is toegestaan vrijwillige encadreringsprestaties te verrichten, wordt door de Minister van Landsverdediging op reform gesteld indien hij volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform of van de commissie in hoger beroep, definitief ongeschikt voor de dienst is.

Art. 19. De beroeps- of aanvullingsofficier of -onderofficier die toegelaten wordt tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties kan geen aanspraak maken op het eindeloopbaanverlof.

Op het einde van de vrijwillige encadreringsprestaties kunnen de reserveofficieren en reserveonderofficieren, afkomstig uit de beroeps- of aanvullingsmilitairen, evenwel het verlof genieten bedoeld in het eerste lid, onder dezelfde voorwaarden als de beroeps- of aanvullingsofficieren en -onderofficieren.

De bepalingen van het tweede lid zijn niet toepasselijk op de reserveofficieren en reserveonderofficieren op wie de artikelen 18, 20 en 21 toepasselijk zijn of die krachtens artikel 87, 1^o van de wet van 1 maart 1958 of artikel 39, 1^o van de wet van 18 februari 1987, naargelang van het geval, niet langer tot het reservekader behoren.

Art. 20. § 1. Met inachtneming van een opzeggingstermijn van een maand kan aan de vrijwillige encadreringsprestaties te allen tijde een einde worden gesteld indien het gedrag of de wijze van dienen van de militair geen voldoening schenkt.

Deze opzeggingstermijn gaat in na het verstrijken van de maand waarin de kennisgeving aan betrokkene gebeurd is.

§ 2. De maatregel wordt getroffen door de Minister van Landsverdediging op voorstel of na raadpleging van de hiërarchische meederen.

De adviezen van deze laatsten worden gevisieerd door de belanghebbende, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

Art. 21. Op verzoek van de belanghebbende militair kan de Minister van Landsverdediging de lopende dienstneming of wederdienstneming beëindigen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, die ingaat na het verstrijken van de maand waarin betrokkene zijn verzoek heeft ingediend.

HOOFDSTUK V. — *De bevordering*

Art. 22. Na afloop van de vrijwillige encadreringsprestaties krijgt de militair zijn rechten op bevordering in het reservekader terug, voor zover hij op dat tijdstip de leeftijdsgrens voor de militairen van zijn personeelscategorie van dat kader niet bereikt heeft.

Art. 23. De vrijwillige encadreringsprestaties worden in aanmerking genomen voor de bevordering in het reservekader.

CHAPITRE VI. — *De la fin des prestations*

Art. 24. Il est mis fin de plein droit à l'engagement ou au rengagement du militaire admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement :

1° si lui est applicable l'article 87, 1° et 2°, de la loi du 1^{er} mars 1958, ou l'article 39, 1° et 2°, de la loi du 18 février 1987, ou l'article 71 bis des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

2° s'il est mis en congé illimité, en congé définitif ou en disponibilité en application de l'article 20;

3° s'il est réformé pour cause d'inaptitude physique définitive en application de l'article 18.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 25. § 1^{er}. Le Ministre de la Défense nationale détermine le modèle de l'acte d'engagement ou de rengagement à signer par les militaires visés à l'article 31, § 1^{er} et § 2, de la loi du 21 décembre 1990.

§ 2. Le militaire reçoit un exemplaire de l'acte d'engagement ou de rengagement qu'il a souscrit.

Art. 26. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 août 1987, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1988;

2° le chapitre XI, comprenant les articles 31 à 53, de l'arrêté royal du 10 décembre 1987, modifié par les arrêtés royaux du 12 avril 1988 et du 30 avril 1991.

Art. 27. Les dispositions suivantes de la loi du 21 décembre 1990 entrent en vigueur :

1° l'article 31, §§ 1^{er}, 2, 4, 5 et 6;

2° l'article 38, en ce qui concerne l'article 63, § 2;

3° l'article 57, 2° en ce qui concerne l'article 11, § 2.

Art. 28. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

HOOFDSTUK VI. — *Het einde van de prestaties*

Art. 24. De dienstneming of de wederdienstneming van de militair die toegelaten is tot het verrichten van vrijwillige encadringsprestaties wordt van rechtswege beëindigd :

1° indien artikel 87, 1° en 2°, van de wet van 1 maart 1958, of artikel 39, 1° en 2°, van de wet van 18 februari 1987, of artikel 71 bis van de dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1982 op hem van toepassing is;

2° indien hij met onbepaald of definitief verlof of in beschikbaarheid gesteld wordt met toepassing van artikel 20;

3° indien hij met toepassing van artikel 18 gereformeerd wordt wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en eindbepalingen*

Art. 25. § 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt het model van de dienstnemings- en wederdienstnemingsakte die moet ondertekend worden door de militairen bedoeld in artikel 31, § 1 en § 2, van de wet van 21 december 1990.

§ 2. De militair ontvangt een exemplaar van de dienstnemings- of wederdienstnemingsakte die hij heeft onderschreven.

Art. 26. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 augustus 1987, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1988;

2° het hoofdstuk XI, dat de artikelen 31 tot 53 bevat, van het koninklijk besluit van 10 december 1987, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1988 en van 30 april 1991.

Art. 27. Volgende bepalingen van de wet van 21 december 1990 treden in werking :

1° artikel 31, §§ 1, 2, 4, 5 en 6;

2° artikel 38, wat artikel 63, § 2 betreft;

3° artikel 57, 2°, wat artikel 11, § 2 betreft.

Art. 28. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 december 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

F. 91 — 3828

2 DECEMBRE 1991. — Arrêté ministériel fixant le modèle des actes d'engagement et de rengagement des militaires qui effectuent des prestations volontaires d'encadrement

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 31, § 1^{er}, § 2 et § 6;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1991 relatif aux prestations volontaires d'encadrement, notamment l'article 25;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de l'acte d'engagement ou de rengagement du militaire qui désire effectuer des prestations volontaires d'encadrement figure à l'annexe I.

Le modèle de l'acte d'engagement du milicien qui désire recevoir la formation de para-commando figure à l'annexe II.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour où l'arrêté royal du 2 décembre 1991 relatif aux prestations volontaires d'encadrement entre en vigueur.

Bruxelles, le 2 décembre 1991.

G. COËME

N. 91 — 3828

2 DECEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de dienstnemingsakten en de wederdienstnemingsakten van de militairen die vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften verrichten

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 31, § 1, § 2 en § 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1991 betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Bestuit :

Artikel 1. Het model van de dienstnemings- of wederdienstnemingsakte van de militair die vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften wenst te verrichten wordt weergegeven in bijlage I.

Het model van de dienstnemingsakte van de dienstplichtige die de vorming van para-commando wenst te krijgen wordt weergegeven in bijlage II.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het koninklijk besluit van 2 december 1991 betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften in werking treedt.

Brussel, 2 december 1991.

G. COËME